

## **Projet de délibération – Conseil d’administration – Séance du 15 décembre 2017**

### **Point XI – Approbation du lancement et de la signature d’une consultation relative à l’élagage**

#### **Fondements juridiques :**

- Article L712-2 et L712-3 du code de l’éducation ;
- Délibération n°2016-62 portant délégation de pouvoir du Conseil d’administration à la Présidente de l’Université ;
- Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

#### **Marché élague et abattage**

##### **Contexte de la délibération :**

Dans le cadre du plan d’action achat validé par le Conseil d’Administration le 28/04/2017, afin de stabiliser le taux de couverture des dépenses par des marchés (environ 80%) et au regard des consommations sur ce segment, les travaux d’élague et d’abattage doivent faire l’objet d’un marché.

Le marché soumis à délibération a pour objet la réalisation de prestations d’élague, de taille et d’abattage. Le périmètre du marché est donc circonscrit uniquement au groupe de marchandises BG.21 (services de création et d’entretien d’espaces verts).

Compte tenu du montant du marché (accord cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum en valeur HT), une approbation préalable du Conseil d’administration à son lancement et à sa signature est nécessaire.

##### **Caractéristiques essentielles du marché à conclure :**

- Il s’agit d’un marché de fournitures et de services ;
- Procédure d’appel d’offres ouvert (articles 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) et accord-cadre à bons de commande (article 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016) ;
- Montant du marché : sans minimum ni maximum.
- **Marché réservé** : en vertu de l’article 36-I de l’Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du chapitre 3 du décret du 25 mars 2016 susvisé, ce marché est réservé aux entreprises adaptées, à des établissements et services d’aide par le travail ou à des structures équivalentes, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.